



Lundi 13 mai 2024

Travailleurs et travailleuses de tous les pays : solidarité Palestine !

Après avoir détruit le nord de Gaza, l'armée d'Israël s'apprête à lancer une offensive au sud, à Rafah, où se sont réfugiés les Palestiniens. Au moins 35 000 sont morts. Le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu poursuit 76 ans de colonisation et d'apartheid avec le soutien des grandes puissances, dont la France. Pas en notre nom !

Le premier génocide du XXI^e siècle, sponsorisé par la France et les USA

En façade, les appels de l'ONU à un cessez-le-feu. En coulisses, un pont aérien depuis les États-Unis pour alimenter l'armée israélienne. Le soutien de Biden à Netanyahu est total. Ses postures récentes, comme la menace de rétrocession d'un colis d'aide militaire parmi des centaines, ne font que souligner combien les massacres de l'État d'Israël seraient impossibles sans la logistique américaine.

Les États-Unis maintiennent la domination de leurs groupes capitalistes sur le Moyen-Orient en s'appuyant sur des États au rôle de gendarmes : Israël, mais aussi la monarchie d'Arabie saoudite ou l'Égypte du maréchal al-Sissi qui participe au blocus de Gaza et réprime les manifestations populaires de solidarité avec la Palestine.

La France de Macron apporte son soutien militaire. Des groupes capitalistes comme Carrefour ou Thalès profitent de la colonisation et de l'apartheid. Le gouvernement s'emploie à discréditer toute expression de solidarité avec la Palestine, en les salissant de l'accusation d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme. Calomnies ! Ce qui est antisémite, c'est d'assimiler les Juifs à la politique coloniale de l'État d'Israël qui terrorise tout un peuple, sous couvert de guerre à l'organisation réactionnaire qu'est le Hamas.

Solidarité Palestine !

C'est pour dénoncer cette chape de plomb que les étudiants de dizaines d'universités en France occupent les campus. Ils subissent les assauts des flics et font face à une campagne de calomnies orchestrée par Attal et son clone d'extrême droite Bardella. Une preuve de plus, après les attaques contre les chômeurs et les migrants, que ce gouvernement et le RN défendent la même politique de division raciste au service du patronat.

Les étudiants ont raison ! Disons-le haut et fort sur nos lieux de travail. **Rejoignons-les en manifestant samedi 18 mai à l'appel de nombreuses organisations politiques et syndicales : État d'Israël assassin, Macron complice !** Pour arrêter le massacre à Gaza il faudra que les peuples s'en mêlent, non seulement en exigeant le cessez-le-feu immédiat, mais aussi la fin de l'apartheid et de la colonisation. Notre mobilisation ici peut stopper les envois d'armes à l'État d'Israël.

Briser l'omerta pour préparer la riposte

La lutte pour la paix et la justice en Palestine fait partie de la défense des intérêts des travailleurs. Le gouvernement le sait : il convoque des dirigeants de gauche, poursuit en justice des militants, notamment du NPA-Révolutionnaires, condamne des syndicalistes, comme Jean-Paul Delescaut de la CGT, qui a écopé d'un an avec sursis.

Macron réprime toute opposition qui vient du camp des travailleurs. Il voudrait faire taire tous ceux qui dénoncent, non seulement sa complicité avec Netanyahu, mais toute sa politique de casse sociale et de division raciste, si proche de celle de l'extrême droite. Il prépare le terrain pour une nouvelle offensive patronale avec un projet de « loi travail » et une vague de licenciements en cours.

Ce n'est pas une fatalité : nos luttes peuvent inverser le rapport de force. Pour permettre d'exprimer la rage des classes populaires, mais aussi l'espoir d'en finir avec cette société devenue irrespirable, le NPA-Révolutionnaires se présente aux Européennes. **Voter pour notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! », c'est dire l'urgence d'une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse, et affirmer la nécessité de renverser le système capitaliste qui mène l'humanité à sa perte.**

La stratégie des patrons voyous

Ce lundi 13 mai, le tribunal de commerce de Bobigny a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise sous-traitante d'emboutissage MA France d'Aulnay. Depuis le mardi 16 avril, sentant venir une fermeture imminente de leur site, la quasi-totalité des 280 salariés de l'entreprise MA France a pris les devants et s'est mise en grève pour obtenir une prime supra-légale de licenciement de 70 000 € net.

Avec le soutien de la direction de Stellantis, leur patron a tenté de leur faire reprendre le travail en proposant 3 000 euros, puis 45 000 euros, mais c'était toujours en urgence, sans vrai délai de réflexion, et toujours très vague, avec le chantage agressif : c'est ça ou zéro. Les salariés ont refusé, ils voulaient des indemnités réelles, pas du vent ni d'un accord sans valeur. Ça sentait trop l'arnaque !

Puis le patron a dévoilé ses intentions, le 6 mai il a lui-même demandé la liquidation de son entreprise au tribunal, et vient de l'obtenir. Le but est de ne payer que le strict minimum légal pour licencier, trois fois rien.

Le bras de fer continue !

Les grévistes ont bloqué totalement pendant plusieurs jours la production de 3 usines Stellantis (Poissy, Sevelnord et Luton). Et encore aujourd'hui, la production à Poissy est perturbée, et à Sevelnord elle ne va reprendre que cette semaine avec une seule équipe.

Pour obtenir des indemnités de licenciement correctes, les salariés de MA France n'ont pas d'autre solution que de poursuivre leur mobilisation et de faire parler d'eux.

Patrons et gouvernement complices !

Stellantis a volontairement fait le choix de tuer cette entreprise, avec l'idée de délocaliser la production en Turquie. Les grévistes ont donc raison de demander à Stellantis, qui s'est enrichi pendant des années sur le dos des salariés de MA France, de participer au paiement des indemnités de licenciements ! Avec 18,6 milliards de profit en 2023 pour Stellantis, c'est largement possible.

Les ministres et Macron n'ont à la bouche que le mot réindustrialisation... assez de cinéma ! L'État est actionnaire à 6 % de Stellantis, il doit donc lui aussi contraindre Stellantis à payer !

Tous à Bercy aux côtés de MA France !

Jeudi 16 mai à 11h, rassemblement des salariés de MA France et leurs soutiens devant le ministère de l'économie à Bercy. Soyons solidaires et nombreux, cette mobilisation est aussi la nôtre. Exigeons des indemnités de licenciement correctes pour les salariés de MA France et le maintien des emplois !

Et pour soutenir les salariés de MA France en lutte, versons à leur collecte pour leur caisse de grève !

Mensonges sur mensonges de Stellantis et ses larbins

Roland Lescure, ministre délégué à l'industrie accusait lundi dernier devant la presse un « syndicat minoritaire » de MA France d'avoir fait échouer les négociations. Le lendemain la presse révélait que les propos venaient directement de Stellantis : « Un syndicat minoritaire a empêché la reprise du travail en exerçant des actions d'intimidation envers les salariés ayant voté la reprise du travail ».

N'en déplaise à Stellantis et ses perroquets : ce sont les grévistes qui ont décidé de refuser le chantage de la direction de MA France pour que le travail reprenne.

Preuve donc que le ministre Lescure est le larbin de Stellantis, que la direction de Stellantis est le véritable patron de MA France, qu'elle pèse directement dans les négociations... et que c'est elle qui les fait échouer.

On en a déjà pas assez ! Allez voir ailleurs !

La direction de PSA Poissy nous a forcés à être au chômage, les CDI ont perdu 16 % du net par jour, pour les intérimaires c'est pire, cela fera des paies mensuelles à moins de 1 000 euros. Exigeons d'être payés tous à 100 %. Si elle veut faire des économies, elle n'a qu'à toucher au salaire de Tavares (100 000 € par jour).

À nous d'empêcher les sales coups de la direction

La direction maintient son projet de baisser la production d'environ 25 %, elle veut passer de 40 à 30 véhicules par heure sur 2 équipes, cela devrait commencer entre juin et septembre. Elle veut encore baisser radicalement les effectifs, pousser à la démission, avoir zéro intérimaire et réduire les postes des sous-traitants (les caristes de Veolia sont menacés notamment). Que l'on soit intérimaires, sous-traitant ou CDI PSA, nous avons intérêt à nous unir pour nous défendre tous !